

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

1. Intitulé du projet

Procédure concernée (élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU)	Territoire concerné
Élaboration de PLU	CHAZAY D'AZERGUES
En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	01/02/2018
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	-

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Monsieur le Maire de Chazay d'Azergues
Courriel	chazay@mairiechazay.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Chazay d'Azergues
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population) Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	4095 habitants (2015)
Superficie du territoire	594 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Annexe : la délibération engageant la procédure

Le but de la révision est de permettre :

- Optimiser l'espace disponible à la construction avec le souci du long terme, de la mixité sociale, et donc prévoir des espaces pour cette mixité ;
- Conforter la place de Chazay d'Azergues en tant que ville d'équilibre avec un espace à dynamisme mesuré sur le territoire du SCOT ;
- Assurer un équilibre entre le collectif et l'habitat individuel en maîtrisant au maximum le foncier disponible ;
- Regrouper les constructions autour des espaces bâtis ;
- Maintenir et conforter les commerces et services de proximité au sein du centre bourg ou à proximité ;
- Structurer le développement économique en cohérence avec les infrastructures existantes et les espaces voisins.
- Contrôler l'espace disponible à la construction avec le souci du long terme, de la mixité sociale
- Conforter la place de Chazay d'Azergues en tant que « bourg d'équilibre » sur le territoire du SCoT en réfléchissant aux fonctions de proximité à créer ou à renforcer
- Conserver l'identité Beaujolaise du bâti

- Prendre en compte le développement durable dans les dispositions constructives entre autres
- Anticiper les besoins en foncier et protéger les espaces naturels

Annexe I : délibération du 04/12/2012

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale

1. Conforter et améliorer le cadre de vie de Chazay-d'Azergues :

- lutter contre l'étalement urbain : affirmer les limites de l'urbanisation et modérer la consommation d'espaces urbains, agricoles et naturels
- maîtriser les développements urbains et démographiques (renouvellement urbain, logements vacants, évolution démographique mesurée,...)
- proposer une mixité au sein du tissu urbain (sociale, générationnelle et fonctionnelle)
- conforter les pratiques touristiques et sportives (s'appuyer sur le patrimoine local, élargir l'offre en installations sportives attrayantes)
- améliorer les déplacements doux et impulser de nouvelles pratiques en termes de déplacement (modes doux, pratiques éco responsables)

2. Créer des conditions favorables au développement

- maintenir et affirmer les zones d'activités
- favoriser et protéger les commerces de proximité dans le centre-bourg
- permettre le maintien et le développement de l'activité agricole

3. Protéger et mettre en valeur les richesses et caractéristiques naturelles

- préserver le patrimoine naturel et paysager – préserver et remettre en bon état les continuités écologiques
- prendre en compte les espaces boisés, les haies et zones humides
- préserver la qualité de l'air, économiser utiliser rationnellement l'énergie-Lutter contre l'accroissement de l'effet de serre
- composer avec les nuisances et les risques

Annexe 2 : PADD débattu le 1 février 2018

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

La lutte contre l'étalement urbain est un enjeu majeur du futur PLU de Chazay d'Azergues.

En effet, la future urbanisation sera issue de dents creuses, de divisions parcellaires, de tènements inclus dans la tâche urbaine que ce soit pour le logement, les activités économiques ou encore les équipements publics. La seule extension urbaine permet l'implantation d'une caserne de pompier.

Le futur PLU va permettre de construire plus de logement que le POS sur une surface 1/3 moins importante.

Le projet de PLU proposera une densité de 25 logements à l'hectare prônant ainsi une densification notoire. Il proposera aussi une typologie de logements variés et plus compacte (habitat intermédiaire, habitat collectif). L'objectif sera aussi de répondre à l'accueil de diverses populations aussi une gradation dans la densité et dans les formes urbaines sera opérée entre le centre-village et les espaces résidentiels plus éloignés.

Le futur PLU traduit un contrat de mixité sociale. Conformément aux objectifs du contrat de mixité sociale défini entre l'Etat et la collectivité, la commune s'est engagée à remplir les objectifs SRU (25 % de logements sociaux) d'ici l'échéance 2025.

Les zones naturelles et agricole seront préservées et confortées.

Annexe 3 : Plan de zonage actuel et projet de plan de zonage

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Le projet de PLU fera l'objet d'un passage devant la CDPENAF au titre de l'article L123-1-5 6° du code de l'urbanisme car elle souhaite :

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	Oui – Le SCOT du Beaujolais → Le SCOT du Beaujolais a été approuvé le 29 juin 2009.
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Oui – DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE Rhône Méditerranée (2016-2021) Le contrat de rivière de l'Azergues

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

Le projet prévoit un potentiel de densification de **25 lgt/ha**. Les superficies urbanisables sont réduites par rapport au POS :

- Surface totale dédiée aux logements presque **1/3 inférieure** au POS.
- **10 ha** pour les surfaces destinées aux activités économiques contre 18,14 ha inscrits dans le POS.
- **2 ha** pour les surfaces destinées aux équipements.

Une enveloppe urbaine très restrictive localisée au plus près des constructions existantes. Le projet souhaite réinvestir les logements vacants. 173 logements sociaux seront créés (8 tènements). **Le projet consommera environ 6 ha en dents creuses** (toute activités confondues) mais ces tènements ne seront urbanisables qu'une fois les logements sociaux réalisés. Tous ces tènements sont localisés dans la tache urbaine existante et font l'objet d'OAP.

En dents creuses à court terme : 6 ha

La zone 1AUE (OAP) d'une superficie d'environ 1 ha porte sur l'accueil d'équipements publics scolaires. Cette zone ne présente pas d'enjeux environnementaux particuliers car elle est située dans la tache urbaine existante et concerne des milieux agricoles semi-ouverts (vergers, vignes).

Une autre OAP inscrite en zone Ub (OAP de la PATA) d'une superficie d'environ 3 ha est prévue au nord du territoire communal. Cette zone de développement future s'inscrit dans la tache urbaine existante et concerne essentiellement des milieux en friches.

Une OAP dans la zone des Bageardes d'environ 1 ha.

Trois secteurs inscrits en OAP et localisés dans la tache urbaine feront l'objet d'opérations de renouvellement urbains (zone UAc,UB) pour un total d'1 ha.

En extension ou en continuité directe avec l'urbanisation à court terme : 3 ha

- **une zone d'intérêt général de 1 ha**, classée en zone 1AU, dépassant largement le cadre communal puisqu'elle est destinée à l'accueil d'une caserne de pompiers. De plus, une évaluation environnementale spécifique a été menée sur ce secteur en 2016 et a conclu à l'absence d'incidences sur les enjeux environnementaux (milieux naturels et agricoles, trame verte et bleue, ressource en eau, risques,...).

	<ul style="list-style-type: none">- la zone nord de la PATA située en continuité avec l'OAP de la PATA (zone Uia) : zone à urbaniser réservée aux activités industrielles et artisanales). Cette zone d'activités des Bruyères est une zone d'activités de compétence intercommunale prévue par le SCOT.																																																																																						
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<p>La différence de superficies des zones urbanisables prévues dans le POS et celles prévues dans le PLU est de 42.55 ha. Le POS avait inscrit 65.48 ha contre 22.93 ha dans le projet de PLU.</p> <table><tr><th colspan="3">POS</th><th colspan="2">PLU</th><th rowspan="2">Différence en Ha</th><th rowspan="2">Evolution en %</th></tr><tr><th></th><th>Destinations</th><th>Ha</th><th></th><th>Ha</th></tr><tr><td rowspan="5">Espaces investis sous le POS entre 2004 et Octobre 2015</td><td>Logements</td><td>18,19</td><td rowspan="5"></td><td></td><td rowspan="5"></td><td rowspan="5"></td></tr><tr><td>Equipements publics</td><td>1,00</td></tr><tr><td>Activités économiques</td><td>3,99</td></tr><tr><td>Sports et loisirs</td><td>1,70</td></tr><tr><td>Sous-total</td><td>24,88</td></tr><tr><td rowspan="7">Capacités restantes dans le POS</td><td>Logements</td><td>23,68</td><td rowspan="7">Espaces potentiellement urbanisables sous le PLU</td><td>Dents creuses au sein de l'enveloppe urbaine</td><td>6,40</td><td>-16,08</td><td>-67,91</td></tr><tr><td>Equipements publics</td><td>0,31</td><td>Opérations d'ensemble</td><td>1,20</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Activités tertiaires</td><td>9,64</td><td>Equipements publics</td><td>2,2</td><td>1,89</td><td>609,68</td></tr><tr><td>Activités économiques</td><td>4,51</td><td>Activités tertiaires</td><td>8,34</td><td>-1,3</td><td>-13,49</td></tr><tr><td>Sports et loisirs</td><td>2,46</td><td>Activités économiques</td><td>1,54</td><td>-2,97</td><td>-65,85</td></tr><tr><td></td><td></td><td>Sports et loisirs</td><td>1,27</td><td>-1,19</td><td>-48,37</td></tr><tr><td></td><td></td><td>Equipements publics à long terme</td><td>1,98</td><td>1,98</td><td>100,00</td></tr><tr><td>Sous-total</td><td></td><td>40,60</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td colspan="2">Total des capacités des zones urbanisables prévu dans le POS</td><td>65,48</td><td colspan="2">Total des capacités des zones urbanisables dans le PLU</td><td>22,93</td><td>-42,55</td><td>-64,98</td></tr></table>	POS			PLU		Différence en Ha	Evolution en %		Destinations	Ha		Ha	Espaces investis sous le POS entre 2004 et Octobre 2015	Logements	18,19					Equipements publics	1,00	Activités économiques	3,99	Sports et loisirs	1,70	Sous-total	24,88	Capacités restantes dans le POS	Logements	23,68	Espaces potentiellement urbanisables sous le PLU	Dents creuses au sein de l'enveloppe urbaine	6,40	-16,08	-67,91	Equipements publics	0,31	Opérations d'ensemble	1,20			Activités tertiaires	9,64	Equipements publics	2,2	1,89	609,68	Activités économiques	4,51	Activités tertiaires	8,34	-1,3	-13,49	Sports et loisirs	2,46	Activités économiques	1,54	-2,97	-65,85			Sports et loisirs	1,27	-1,19	-48,37			Equipements publics à long terme	1,98	1,98	100,00	Sous-total		40,60					Total des capacités des zones urbanisables prévu dans le POS		65,48	Total des capacités des zones urbanisables dans le PLU		22,93	-42,55	-64,98
POS			PLU		Différence en Ha	Evolution en %																																																																																	
	Destinations	Ha		Ha																																																																																			
Espaces investis sous le POS entre 2004 et Octobre 2015	Logements	18,19																																																																																					
	Equipements publics	1,00																																																																																					
	Activités économiques	3,99																																																																																					
	Sports et loisirs	1,70																																																																																					
	Sous-total	24,88																																																																																					
Capacités restantes dans le POS	Logements	23,68	Espaces potentiellement urbanisables sous le PLU	Dents creuses au sein de l'enveloppe urbaine	6,40	-16,08	-67,91																																																																																
	Equipements publics	0,31		Opérations d'ensemble	1,20																																																																																		
	Activités tertiaires	9,64		Equipements publics	2,2	1,89	609,68																																																																																
	Activités économiques	4,51		Activités tertiaires	8,34	-1,3	-13,49																																																																																
	Sports et loisirs	2,46		Activités économiques	1,54	-2,97	-65,85																																																																																
				Sports et loisirs	1,27	-1,19	-48,37																																																																																
				Equipements publics à long terme	1,98	1,98	100,00																																																																																
Sous-total		40,60																																																																																					
Total des capacités des zones urbanisables prévu dans le POS		65,48	Total des capacités des zones urbanisables dans le PLU		22,93	-42,55	-64,98																																																																																
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>La commune est sous tutelle de l'Etat à cause de sa carence en logements sociaux. Le droit de préemption a été délégué au Préfet via EPORA. C'est donc l'Etat qui a décidé des sites à urbaniser et du nombre de logements sociaux à créer d'ici 2025. Aussi, l'objectif affiché est la création d'un minimum 173 logements sociaux sur 8 sites :</p> <p>Le potentiel en dents creuses est d'environ 6 ha (toutes zones confondues) et la densité minimum appliquée pour les opérations de logements sera de 25 logts à l'ha (soit 150 nouveaux logements d'ici 2027). Le PLU prévoit ainsi d'investir en priorité les dents creuses et espaces interstitiels. Le projet n'a toutefois pas indiqué les objectifs de croissance démographique sur lesquels il s'est basé.</p> <p>Le projet prévoit également d'optimiser le foncier dans les zones d'activités. Outre la maitrise du développement urbain, le projet souhaite prioriser les secteurs de développement. C'est pourquoi certaines zones sont vouées à être urbanisées à court termes (1AU) et d'autres à plus long termes (2AU). Pour les zones vouées à être urbanisées à plus long terme, une modification du PLU sera nécessaire.</p>																																																																																						
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaine partie du territoire : oui/non ? Si oui :																																																																																							
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	<ul style="list-style-type: none">- Dents creuses + opération en renouvellement urbain : 9 ha																																																																																						

	- Extension urbaine : 3 ha environ (zones Uia +UE)
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?	<p>Le projet affiche un développement urbain maîtrisé au sein de la trame bâtie existante (dents creuses, interstices urbains). A ce titre, le projet prévoit la réalisation de 96 logements en renouvellement urbain, conformément aux objectifs du SCOT et de réinvestir 10 logements vacants. Ce développement urbain garantit la proximité des réseaux, des équipements et des services. Le projet garantit aussi la mixité sociale, générationnelle, fonctionnelle. De plus, le potentiel de densification sera reporté en priorité sur la réalisation de logements sociaux dans des secteurs de renouvellement urbain. Le changement de destination des bâtis agricoles est également autorisé. Enfin, le projet souhaite réduire les déplacements motorisés en renforçant la centralité du bourg avec le remplissage des dents creuses.</p>
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	<p>Le mode de développement choisi s'inscrit dans l'enveloppe urbaine existante afin de limiter l'étalement urbain mais aussi pour encourager le développement des modes doux, les pratiques éco responsables comme le covoiturage. Le projet souhaite également encourager les modes doux à travers la valorisation de la trame verte et bleue (passerelle sur l'Azergues).</p> <p>Le PADD préserve les corridors écologiques et les milieux naturels remarquables à l'aide de zonages spécifiques : N (zones naturelles), Nzh pour les zones humides, Nco pour les corridors écologiques. Les espaces agricoles sont également préservés via un zonage A et As (dans lequel toute construction est interdite).</p> <p>Le projet limitera fortement la consommation d'espaces naturels en privilégiant le développement en priorité dans les dents creuses. Les élus ont fait le choix de hiérarchiser les zones de développement (1AU, 2AU) sur des parcelles où les enjeux écologiques sont faibles.</p> <p>Le projet du SDIS (caserne de pompier) d'une superficie d'environ 1ha sera situé sur une parcelle agricole en continuité de la tâche urbaine. Dans le cadre du diagnostic du PLU, un corridor menacé par l'extension urbaine le long de la D30 a été désigné. Ce corridor local identifié traverse essentiellement des milieux agricoles (cultures, vignes) et passe à l'Ouest du projet du SDIS. Ce corridor a été positionné à ce niveau afin d'alerter la commune de Chazay d'Azergues (dans le cadre du PLU) sur l'importance de préserver cette continuité écologique, en sortie de ville, qui assure la liaison entre plusieurs milieux (agricoles et prairaux). Néanmoins, une évaluation environnementale a été conduite sur ce secteur et a conclu</p>

	<p>au faible impact de l'aménagement de la zone sur l'environnement (pas d'espèces protégées recensées et un projet urbain qui préserve les éléments naturels attenants à son développement).</p> <p>La zone UB et Uia de la PATA d'environ 5 ha au total s'inscrit entre deux espaces urbanisés (zone résidentielle) et consommera des espaces enfrichés et des fruticés. Aussi, les impacts sur la biodiversité seront limités. Un corridor écologique local identifié comme « menacé » dans le diagnostic de la commune, traverse la partie nord du territoire et se situe à proximité de la zone Uia. Toutefois, l'impact des zones Uia et Ub aura un impact limité sur la fonctionnalité écologique car ces zones sont suffisamment proches de la zone urbaine existante pour ne pas créer de fracture dans la continuité écologique. De plus, les tènements prévus pour l'urbanisation sont des espaces agricoles (friches), donc des espaces moins fonctionnels que d'autres milieux naturels (boisements, haies, prairies). Il conviendra toutefois, de préserver la le corridor écologique local au nord de la commune car celui-ci permet de faire le lien entre plusieurs milieux (naturels, agricoles) et assure une continuité écologique au-delà des limites communales.</p> <p>La zone UB localisée au nord de la commune est concernée par une OAP et portera sur l'aménagement de l'exploitation agricole déjà présente.</p> <p>La zone 1AUE d'environ 1 ha est prévue pour l'accueil d'équipements scolaires. Cette future zone de développement aura elle aussi un impact limité, sur les espaces naturels et agricoles car elle s'insère dans le tissu urbain.</p> <p>Le projet a inscrit une zone Aexp, (agricole expérimentale) pour les activités de recherche liées à la zone de Bayer, ne présente pas d'enjeux particuliers d'un point de vue environnemental et s'inscrit dans le tissu urbain. Enfin, 3 zones sont inscrites en zone 2AU (urbanisation à long terme). L'ouverture de ces zones nécessitera une modification du PLU.</p> <p>Cf. annexe projet de plan de zonage)</p>
--	---

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		Non	

Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		Non	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		Non	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?		Non	
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		Non	
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?			<p>3 types de corridors ont été identifiés sur la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le corridor aquatique représenté par l'Azergues et le Bief qui présente un réservoir de biodiversité et un intérêt écologique et paysager certain. Ce corridor a été identifié par le SRCE comme un espace perméable support de la fonctionnalité écologique à préserver. Le SRCE Rhône-Alpes a également identifié la commune de Chazay-d'Azergues comme un territoire où la perméabilité des milieux est moyenne. - les corridors terrestres à maintenir qui se trouvent dans les continuums de milieux ouverts de bonne perméabilité (milieux prairiaux, forestiers et agricoles) et qui ne sont pas menacés par l'urbanisation. Il s'agit de l'ensemble des possibilités de déplacement de la faune au sein de ces continuums tant qu'il n'existe pas d'obstacle à ces déplacements. Ils sont représentés par les numéros 1, 5, 6, 7 et 8. Ces corridors ont été identifiés via une analyse terrain et une étude à partir de la carte d'occupation des sols. - les corridors menacés par l'urbanisation se situent aux seuls endroits où le tissu urbain (de perméabilité faible à nulle pour la faune) présente des discontinuités qui permettent à la faune de joindre deux continuums favorables. Ils sont représentés par les numéros 2, 3 et 4. Ces corridors ont été identifiés via une analyse terrain et une étude à partir de la carte d'occupation des sols. <p>Cf. annexe carte trame verte et bleue de la commune.</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?	Oui		L'inventaire départemental de zones humides a été pris en compte.

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques),		Non	Néant.
Site classé ou projet de site classé ?	Oui		Les sites classés au titre des monuments historiques sont : le Château de Chazay, la niche en pierre avec statue de la vierge, la porte du « Baboin » et la Tour Magat
Site inscrit ?	Oui		08/07/1935 Terrains en contrebas des fortifications, Chazay-d'Azergues.
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	Néant.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	Néant.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	Néant.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		Non	Néant.

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		Non	Néant.
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	Néant.
Des captages repérés par un SDAGE ?		Non	Néant.
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	Oui		Le projet n'a pas précisé cette information. Toutefois, le projet prévoit une densification de la tache urbaine existante.
Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		Non	Néant.
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	Néant.
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	Oui		La commune comprend 2 STEP suffisamment dimensionnées pour répondre aux besoins des populations futures. Le projet de PLU prévoit cependant un emplacement réservé au niveau de la station d'épuration du Moulin pour permettre l'extension de la STEP. Le milieu de rejet est l'Azergues. Le PADD n'a pas identifié de mesures pour lutter contre les risques de pollutions dans les milieux aquatiques (l'Azergues).

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>)		Non	Néant.
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>)	Oui		D'après l'inventaire des anciens sites industriels de France (Bases de données BASIAS et BASOL), il existe 1 site pollué sur la commune. Il s'agit de

			la « Fabrique Jean-Marie Dronne – Le Gage ». Notons que cette activité est aujourd'hui terminée. Le site a été remplacé par une maison d'habitation.
--	--	--	--

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?		Non	Néant.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		Non	Néant.

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	Oui		<p>La commune est concernée par trois types de risques naturels majeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le risque d'inondation/ruissellement des eaux pluviales - le risque de mouvement de terrain et géologiques - le risque de séisme (zone 3) - le risque de retrait gonflement d'argiles (moyen sur la majorité de la commune). <p>La commune compte sur son territoire une installation classée (non-Seveso). Il s'agit de la société « Manufacture Générale de Joints – MGJ » (37, clos Chapuis) dont l'activité principale est la transformation et le stockage de matière plastiques (caoutchouc et plastique), de réfrigération et compression. Un arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 modifié le 25 septembre 2012 (pour un projet d'extension de la zone de stockage) autorise cette société à exercer son activité</p>
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?	Oui		La commune est concernée par le PPRI de l'Azergues approuvé le 31 Décembre 2008. Il correspond au principal risque connu sur la commune (avec quelques glissements de terrains

			et coulées de boues). La commune est concernée par la zone rouge et rouge extension (R EXT). Des prescriptions réglementaires sont définies dans le règlement du PPRI.
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	Oui		La commune est concernée par le classement de trois voiries départementales qui affectent des zones habitées. Classement catégorie 4 (largeur affectée de 30 mètres) : route de civrieux (RD 30e), route de Lozanne (RD 30), route de Marcilly RD162, route de Villefranche RD30.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	Oui		Un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) a été créé sur le territoire des communes de la Communauté de Communes Beaujolais Saône Pierres Dorées et Monts d'Azergues.

4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?	Oui		La commune est couverte par le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'agglomération lyonnaise, arrêté le 30 juin 2008 par arrêté inter préfectoral n°2008-2834.

4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		Non	Néant
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	<p>- Solaire thermique et photovoltaïque : la commune bénéficie de bonnes conditions d'ensoleillement (1932 heures en moyenne).</p> <p>- Potentiels en géothermie : Le potentiel indicatif pour la mise en place de sondes géothermiques verticales donné par « l'inventaire du potentiel géothermique en</p>

		Région Rhône-Alpes » (BRGM) est a priori favorable en ce qui concerne la commune de Chazay d’Azergues.
--	--	--

5. Éléments complémentaires que la commune ou l’intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Néant.

6. Annexes (*rappel*)

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l’organe délibérant de l’établissement public de coopération intercommunale	oui
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d’urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	oui
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d’élaboration	Oui
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d’examen conjoint	
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	oui